

Avenant n° 104 du 17 octobre 2024
relatif au régime de prévoyance

NOR : ASET2450975M

IDCC : 733

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FDCF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT ;

UNSA FCS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Depuis le 1^{er} janvier 2019, les régimes de retraite complémentaire Agirc et Arrco ont fusionné. Les dispositions de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 se sont substituées aux dispositions antérieures de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

Dans ce cadre, les partenaires sociaux s'entendent pour mettre à jour les libellés des catégories objectives du régime de prévoyance de branche, mentionnés dans l'avenant n° 98 *bis* du 20 janvier 2022, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.

Les autres dispositions de l'avenant n° 98 *bis* restent inchangées.

(Voir page suivante.)

Article 1^{er}

La grille de l'article 47 de la CCN est modifiée comme suit :

	Personnel CADRE (relevant de l'article 2.1 de l'ANI du 17/11/2017)	Personnel NON CADRE (ne relevant pas de l'article 2.1 de l'ANI du 17/11/2017)
GARANTIES DÉCÈS		
Capital décès « toutes causes » ou Invalidité absolue et définitive(IAD)		
• Marié, en concubinage ou ayant conclu un PACS sans enfant à charge	250 %	150 %
• Célibataire, veuf, divorcé ou séparé sans enfant à charge	175 %	100 %
• Majoration par personne à charge	50 %	50 %
Capital décès ou Invalidité absolue et définitive (IAD) « accidentel »		
• Marié, en concubinage ou ayant conclu un PACS sans enfant à charge	500 %	300 %
• Célibataire, veuf, divorcé ou séparé sans enfant à charge	350 %	200 %
• Majoration par personne à charge	100 %	100 %
Double effet		
En cas de décès du conjoint ou concubin ou pacsé postérieur ou simultané au décès du participant, un capital est versé à parts égales aux enfants à charge	100 % du capital décès toutes causes	100 % du capital décès toutes causes
Frais d'obsèques		
En cas de décès du participant, une allocation est versée.	2 PMSS limitée au frais réels	2 PMSS limitée au frais réels
Rente temporaire d'éducation		
En cas de décès du participant ou d'Invalidité absolue et définitive (IAD), versement d'une rente temporaire d'éducation immédiate au profit de chaque enfant à charge		
• Jusqu'au 12ème anniversaire	6 %	6 %
• Du 12ème au 18ème anniversaire	8 %	8 %
• Du 18ème au 26ème anniversaire, si toujours à charge au sens du régime	12 %	12 %
Rente viagère de conjoint (marié, pacsé ou concubin)		
En cas de décès du participant ou d'Invalidité absolue et définitive (IAD), versement d'une rente viagère au conjoint ou assimilé	10 %	10 %
GARANTIES INCAPACITÉ TEMPORAIRE DE TRAVAIL - Sous déduction des prestations Sécurité sociale et du salaire maintenu par l'employeur au titre de la Convention Collective		
Franchises		
• Participant ayant moins d'un an d'ancienneté : 90 jours continus	75 %	75 %
• Participant ayant au moins un an d'ancienneté et plus : en relais et complément du maintien de salaire total ou partiel par l'employeur	100 %	75 %
GARANTIES INVALIDITÉ - Sous déduction des prestations Sécurité Sociale ⁽²⁾		
Rente d'invalidité 2ème ou 3ème catégorie Rente accident du travail ou maladie professionnelle d'un taux au moins égal à 66 %	75 %	75 %
Rente d'invalidité 1ère catégorie	40 %	40 %
Rente accident du travail ou maladie professionnelle d'un taux inférieur à 66 %	Le versement de la rente est suspendu	Le versement de la rente est suspendu

(1) T1 : tranche de salaire limitée au plafond annuel de la Sécurité sociale française / T2 : tranche de salaire limitée à 4 PASS

Article 2

La phrase suivante est ajoutée à l'article 47 de la CCN :

« Dans le cadre des dispositions relatives au régime de protection sociale complémentaire, le personnel "cadre" correspond à l'article 2.1 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 qui vise les salariés des niveaux 7 à 9 de la classification des emplois définie par la convention collective des détaillants en chaussures.

Le personnel "non-cadre" correspond aux salariés qui ne relèvent pas de l'article 2.1 tel que défini ci-dessus ».

Article 3

Conformément au décret du 30 juillet 2021, sous réserve de l'agrément de la commission paritaire rattachée à l'APEC, les entreprises de la branche qui le souhaitent disposent de la faculté d'intégrer certains de leurs salariés non cadres au régime de protection sociale complémentaire des cadres.

Ainsi les entreprises peuvent étendre le bénéfice du régime de protection sociale des cadres aux salariés définis comme suit :

■ Salariés non cadres dont les emplois sont classés au niveau 5 et 6 de la classification conventionnelle mise en place par l'avenant n° 78 du 8 décembre 2014.

Article 4 | Entreprises concernées par l'avenant

Le présent avenant s'applique à toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des détaillants en chaussures quel que soit leur effectif.

La branche est très majoritairement composée d'entreprises dont l'effectif est inférieur à 50 salariés, et le thème de négociation du présent avenant ne peut donner lieu à des stipulations différentes selon l'effectif de l'entreprise.

Aussi, dans le cadre de la demande d'extension et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent avenant ne justifie pas de mesure spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5 | Effet. Durée. Extension

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025, et au plus tard au lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, sous réserve pour l'article 3 du présent avenant de son agrément par la commission paritaire de l'APEC prévue à l'article 3 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017.

La partie la plus diligente des organisations signataires en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Le présent avenant fera l'objet d'une procédure de dépôt et d'extension en application des dispositions du code du travail en vigueur.

Article 6 | Révision. Dénonciation

L'avenant pourra être révisé dans les conditions prévues par le code du travail.

L'avenant pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois conformément aux dispositions du code du travail. Les modalités de

dénonciation sont fixées conformément au code du travail. Les nouvelles négociations devront être engagées dans les 3 mois suivant la signification de la dénonciation.

Fait à Paris, le 17 octobre 2024.

(Suivent les signatures.)